

La question de la science aujourd'hui

Dominique Lecourt

Résumé

Toutes les enquêtes révèlent une méfiance inégalée vis-à-vis de l'idée de progrès. Cette méfiance nouvelle met en lumière certaines formes de pensées que des courants politiques ou religieux nourrissent. Hier, on célébrait les bienfaits de l'innovation mais, aujourd'hui, l'attrait de l'inconnu a cédé devant la crainte de l'incertain. Quelles sont les motivations de ces groupes qui attisent le catastrophisme ambiant et qu'est-ce qui les pousse à se radicaliser ? L'objectif serait-il (comme pour certains groupes de l'« ultragauche ») d'en finir avec la science ? Il se pourrait bien que la détresse de nos contemporains vienne de ce qu'ils souffrent de la solitude alors même que les moyens de communications leur permettent d'échanger comme jamais auparavant avec leurs prochains.

Abstract

All the studies reveal an unequalled distrust towards the idea of progress. This new distrust highlights certain ways of thinking fed by political and religious movements. Yesterday, the benefits of innovation were celebrated but today, the attraction to the unknown has yielded to the fear of uncertainty. What are the motivations of those groups who stir up this prevailing pessimism and what urges them towards radicalisation? Do they intend, as some ultra-leftist groups, to put an end to science? Our contemporaries' distress might come from their loneliness while means of communication enable them to communicate with their fellow beings more than ever.

La crise (occidentale) de l'idée de progrès est aujourd'hui manifeste. Cette idée avait mobilisé les énergies et les intelligences de l'âge industriel. Elle subordonnait une philoso-

phie de l'action à une conception déterministe de l'histoire. Tout pas en avant dans la connaissance était considéré comme un pas vers le mieux-être.

On célébrait les bienfaits de l'innovation. N'affranchissait-elle pas l'homme des contraintes de la nature qui entravaient sa marche? Cette idée semble avoir perdu l'essentiel de sa force d'attraction. Le progrès apparaît même comme une menace d'aliénation radicale. Les sciences et les techniques se trouvent diabolisées. Le mot progrès s'écrit désormais entre guillemets, et la maxime selon laquelle « on n'arrête pas le progrès », naguère conquérante, a valeur d'ironie sarcastique. L'attrait de l'inconnu cède devant la crainte de l'incertain. Le principe de précaution devient principe de suspicion, d'abstention ou d'inhibition. Il affecte l'esprit d'entreprise autant que l'esprit de recherche.

Situation paradoxale, car nos contemporains, à commencer par les plus jeunes, se bousculent aussi pour profiter des dernières réalisations de la révolution des technologies de l'information et de la communication ou bénéficier des exploits de la médecine! Ils contribuent ainsi massivement à cette artificialisation de nos existences qu'ils dénoncent par ailleurs volontiers.

Les empoignades savantes autour du réchauffement climatique portent la trace de ce paradoxe. C'est à l'autorité de scientifiques qu'il est demandé de certifier la fatalité d'une catastrophe imputable en définitive à la puissance de nos sciences et techniques. La climatologie est appelée à devenir une eschatologie!

Comment éviter que les pays qui n'ont pas bénéficié des progrès économiques et sociaux réalisés pendant les deux siècles de l'âge industriel, ne tiennent cette crise idéologique pour une manœuvre hypocrite destinée à les maintenir dans la dépendance. La Chine a revendiqué à Copenhague son « droit au développement ». Elle a ses raisons politiques propres de grande puissance naissante. Elle a visiblement été entendue des plus pauvres. Les pays riches vont-ils les empêcher de faire à leur tour le parcours qui a été le leur, au risque de les maintenir de force dans un état de misère de plus en plus indigne? Vont-ils, au contraire, les aider à emprunter le même chemin, au risque de rendre la vie humaine invivable?

Dans ce dilemme, c'est bien l'idée même de progrès qui est en cause. Il semble qu'on ait perdu de vue jusqu'à son but. Aux yeux des philosophes des Lumières, ce but était la liberté individuelle, par et pour une œuvre collective. Pour les philosophes-ingénieurs de la révolution

industrielle, ce fut une organisation rationnelle de la société. D'où une vue de plus en plus étroitement économiste du progrès soumise aux mathématiques probabilistes. L'homme en tant qu'être de désirs, de rêves et de libres inventions a été comme oublié. Le consumérisme aidant, sa condition se résumerait à celle d'un être de besoins capable de se muer par calcul en agent rationnel.

Avec la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS, Francis Fukuyama ne fut pas le seul à considérer que cette vision de l'homme l'avait définitivement emporté. L'histoire était finie, on voyait la mondialisation comme une civilisation ultime, la plus parfaite. L'individualisme possessif triomphant, on n'a pas hésité à ériger l'égoïsme en vertu cardinale pour chacun, l'efficacité en valeur suprême pour tous.

Un quart de siècle plus tard, c'est cette vision qui à son tour est entrée en crise. Voici donc l'histoire à nouveau ouverte sur un avenir. Nous savons désormais que nous ne pourrons pas connaître cet avenir et le déterminer intégralement d'avance. Ce qui n'empêche pas, au contraire, de devoir anticiper, c'est-à-dire de prendre les devants à nos risques et périls.

Plus que jamais la démarche prospective s'impose, non comme une science du futur qui abolirait le temps, mais comme une réflexion éthique ouvrant activement le champ des possibles à la pensée et à l'action.

Le monde – « notre » monde – en voie de mondialisation ou de globalisation connaît une transformation profonde qui affecte progressivement tous nos modes de vie et nos façons d'envisager l'avenir. Il est temps d'en prendre pleine conscience et d'en tirer toutes les leçons.

Chacun connaît *les faits* qui signalent cette transformation. Au premier chef, ce qu'on peut appeler la « révolution électronique » qui, très vite, à peine un demi-siècle, a fait sentir ses effets d'innovation sur les techniques de la finance, sur les méthodes administratives, sur la puissance et la diversité des médias, mais aussi sur l'art de la guerre qui a intégré l'usage de ces médias. Par l'architecture et l'urbanisme, cette révolution a transformé notre manière d'habiter la planète, par la médecine et les statistiques de santé publique, celle d'habiter notre corps et de vieillir avec lui. Elle s'est infiltrée jusque dans notre vie privée et affective ainsi que dans la presque totalité de nos loisirs. La structure familiale occidentale a dû, vaille que vaille, s'adapter; le système scolaire n'a pas fini d'en connaître les contrecoups.

Cette révolution électronique contribue puissamment aux fulgurants progrès contemporains des sciences du vivant et des biotechnologies qui leur sont associées. Le vivant singulier qu'est l'être humain s'affirme, par certaines voix de ses plus audacieux représentants, bientôt capable de « diriger l'évolution » dont il a établi qu'il est lui-même un produit.

Certains penseurs, plus audacieux encore, pour la plupart issus de l'ingénierie informatique et de la robotique, annoncent en conséquence notre entrée dans l'ère de la *post-humanité*, ou, à tout le moins, dans l'âge de la santé parfaite, de l'abolition de la souffrance, de l'homme réparé, de l'homme augmenté et, à terme, de l'immortalité par la grâce de la médecine.

Comment ne pas s'étonner, dans ces conditions, que le sentiment prévalent dans nos sociétés face à l'avenir ne soit pas un enthousiasme sans précédent, mais au contraire une peur diffuse, multiforme, souvent insaisissable, prête à se réveiller pour peu que l'occasion se présente, en prenant des formes paniques ? Où sont les hymnes au Progrès qui ont accompagné la révolution industrielle au XIX^e siècle ? Descartes est mis en procès parce qu'il a assigné pour mission à l'homme moderne de se rendre, par la science, « comme maître et possesseur de la nature », et parce qu'il a cru, avant bien d'autres, que les « applications » de la science aux techniques existantes allaient se révéler toutes bénéfiques. On sait que, comme le chancelier d'Angleterre, Francis Bacon, son contemporain, il a vraiment et vainement espéré qu'une médecine scientifique permettrait de vaincre le vieillissement et la mort, de son propre vivant.

On taxe volontiers de naïveté l'émouvante *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain* rédigée à la hâte par Condorcet à la veille de l'échafaud. Sa foi dans la marche conquérante de la raison, en pleine terreur, a quelque chose de pathétique. On sourit de l'ambition d'Auguste Comte, polytechnicien et philosophe, inventeur du positivisme, de fonder scientifiquement le Progrès du genre humain comme développement d'un ordre naturel, biologiquement garanti par la structure du cerveau dont on commençait à découvrir les « localisations ».

Qui se risquerait aujourd'hui à s'avancer sous la bannière du « scientisme » pour réformer la société, ainsi que n'ont pas manqué de le faire sous la Troisième République tant d'illustres savants qui conféraient à ce mot une valeur toute positive ? Qui reprendrait à son compte, sans expresses réserves, le programme d'Ernest Renan prophétisant que la

science allait « chasser le mystère de l'existence humaine » et demandant en conséquence qu'on entreprenne d'« organiser scientifiquement l'humanité » ?

On a vécu fort longtemps, en France tout particulièrement, sous l'emprise de ce scientisme-là, et jusqu'il y a peu encore. On agissait « au nom » de la science. On avait la conviction qu'elle détenait des vérités absolues. La science apparaît pourtant bien en peine de fournir d'autres certitudes que provisoires, exposées au processus sans fin de la rectification des connaissances. De cette doctrine, la pensée politique a retenu la célèbre formule saint-simonienne, selon laquelle le progrès serait définitivement accompli dès lors qu'au « gouvernement des hommes » la politique aurait substitué « l'administration des choses ». De là, un idéal de gestion rationnelle dont l'État comme certaines entreprises ont tiré pendant un temps d'indéniables bénéfices d'efficacité, mais qui s'est trop souvent traduit dans la pratique par un art détestable de « gouverner les hommes comme des choses ».

Mais voici que la représentation de la science comme omnisciente, toute puissante et toute bénéfique, se trouve mise en question. La peur radicale succède à l'optimisme sans rivages. C'est toute une vision du monde et de l'histoire qui se trouve ainsi brouillée. La valeur émancipatrice de la science positive à laquelle on avait cru pouvoir identifier la Raison pour mieux l'adorer apparaît illusoire. Pire, la science elle-même semble constituer une menace pour les plus précieuses des valeurs humaines.

S'il est vrai qu'Hiroshima avait été perçu par quelques philosophes comme un événement de portée métaphysique, cela n'avait pas été sur le champ dans le sens catastrophiste que nous lui attribuons rétrospectivement. Jean-Paul Sartre lui-même avait déclaré et écrit qu'en se montrant techniquement capable de se supprimer elle-même – de se « néantiser » –, l'humanité venait d'atteindre au plus haut degré de sa liberté, son essence même.

C'est un quart de siècle plus tard que les débats actuels sur la valeur de la science se sont engagés au sujet de l'environnement. Hans Jonas, écrivant en 1979 *Le Principe responsabilité*, en réponse, vingt ans après, au livre du philosophe marxiste Ernst Bloch intitulé *Le Principe espérance*, a contribué de façon décisive à conférer à la discussion une ample portée philosophique. Il propose en effet de combiner à une « heuristique de la peur » une « éthique du futur » fondée sur une acception nouvelle du concept de responsabilité : selon lui, nous avons

aujourd'hui même par anticipation, à répondre devant les générations futures, des conséquences des actes irréversibles dont la science nous donne les moyens. Le maintenant fameux « principe de précaution », visant, au sens strict, les risques irréversibles potentiels et non avérés, s'en déduisait aisément, avant même qu'il ne fût plusieurs fois formulé puis reformulé, et spécialement dans la Charte française de l'environnement, insérée dans la Constitution, où il porte bien au-delà des seules questions de l'environnement initialement visées, jusqu'aux politiques de santé publique mises à l'épreuve de quelques tragédies retentissantes (sang contaminé, vache folle...), à la médecine (anesthésie et obstétrique) et à la chirurgie placées sous surveillance. On a vu son champ d'application déborder les politiques publiques pour s'étendre au monde de l'entreprise. Qu'on le veuille ou non, l'homme a toujours transformé le monde. Il ne s'est jamais contenté de l'interpréter. Et l'interpréter, c'est déjà la transformer, n'en déplaise à Marx. La seule question qui vaille est de savoir s'il maîtrise ou non le sens de cette transformation.

Si, par « principe de précaution », on entend, une incitation à améliorer cette maîtrise, sur la base d'un développement des recherches nécessaires, on peut y souscrire volontiers. Il incitera notamment à une gestion plus positive des ressources naturelles dont nous disposons. Malheureusement, dans les nombreux textes qui régissent notre vie sociale, on donne le plus souvent à ce principe une tonalité négative, prohibitive : s'abstenir, différer, arrêter, taxer, taxer... Peu s'en faut qu'il n'apparaisse comme un véritable « principe de suspicion » dont on doit redouter qu'il ne favorise un nouveau progrès dans la judiciarisation de la vie en société pour le bénéfice d'une bureaucratie plus soucieuse de sa propre protection que du bien commun.

Quoi qu'il en soit, le développement des bio-technologies, bientôt complété par celui des nano-technologies, a maintenant conféré une nouvelle radicalité aux débats engagés dans les années soixante-dix au sujet de l'environnement. Jürgen Habermas a très bien résumé le thème central du nouveau débat : il s'agit de « *l'avenir de la nature humaine* ». « *La puissance du génie génétique va-t-elle nous engager sur la voie d'un « eugénisme libéral » ou privatisé qui porterait irréversiblement atteinte à l'autonomie de l'individu humain, annihilant les bases mêmes de la liberté individuelle par la sélection des traits de l'enfant à naître par les parents ? Ne va-t-il pas ainsi porter un coup fatal au ressort premier de la démocratie ?* », demande pour finir le philosophe allemand.

Mais peut-on identifier ainsi la nature humaine à sa part génétique ou biologique sans céder au réductionnisme de ceux-là même qu'on dénonce ? Peut-on assigner, sans plus d'examen, cette nature à l'individu conçu comme un atome social ? Ne convient-il pas de repenser aujourd'hui la réalité humaine de l'individu hors de ces schémas anciens ?

Ce que le pouvoir des biotechnologies menace en vérité, ce n'est peut-être ni la nature humaine, ni la liberté individuelle ; c'est une certaine représentation de cette nature et une certaine idée de cette liberté élaborées pour l'essentiel au siècle des Lumières afin de justifier scientifiquement la mécanique du contrat social supposé issu de la concurrence universelle d'individus centrés sur eux-mêmes.

Peut-être cette conception de l'individu « atomisé » n'est-elle que trop bien entrée dans la réalité, ainsi que l'a suggéré le philosophe Peter Sloterdijk dans des textes brillants, provocants et ambigus ? Il se pourrait bien en effet que la détresse présente de nos contemporains tienne à ce qu'ils ressentent douloureusement la solitude de leur existence, alors même que les moyens de communication leur permettent de se faire des milliers d'« amis » de par le monde en quelques clics.

L'affrontement autour de la notion de progrès atteint aujourd'hui un paroxysme avec l'écologie politique et ses excès. Une véritable redistribution des cartes s'opère sous nos yeux. Cessons donc de considérer qu'un rationalisme progressiste s'oppose à un obscurantisme rétrograde. On était pour le progrès ; on était « de gauche ». On était « de droite » ; on tenait la science en suspicion. Au progrès, on opposait les valeurs de la tradition. Les écologistes s'affirment carrément hostiles au progrès alors que la plupart d'entre eux continuent à se dire de gauche. En face, on ne craint plus désormais de s'afficher progressiste. Quant à l'extrême gauche, son cœur balance... On peut être de droite et rejoindre l'anti-progressisme de gauche ; on se retrouve alors à l'extrême-droite...

Mais l'intolérance écologiste donne à la peur une traduction politique immédiate ; elle fait de la Nature un grand fétiche, une déesse aurait dit Descartes qui ironisait sur la pensée magique des penseurs de la Renaissance. Elle a ses objets de prédilection comme les OGM ou « le nucléaire » (civil et militaire), mais également les projets d'infrastructures comme Notre-Dame des Landes, les lignes TGV ou le site du barrage de Sivens où un jeune militant est décédé dimanche 26 octobre 2014. Elle se trouve prise au piège d'un paradoxe manifeste dans ces deux cas. Dans le premier, ce sont les pesticides et autres fongicides

qu'il devient, grâce aux OGM, possible de remplacer après les avoir justement dénoncés comme nocifs pour la santé humaine et pour les sols ; dans le second, la « propreté » de l'énergie nucléaire – malgré les déchets – apparaît comme un atout très efficace pour réduire les émissions de CO₂ et donc le réchauffement climatique tant dénoncé de la planète.

L'intolérance écologiste fait porter le soupçon sur toute initiative en ces domaines, sur tout discours discordant. De fait, jamais il ne sera possible d'apporter d'avance la preuve que tel produit ou telle pratique ne comporterait jamais aucun risque. C'est cette demande même qu'il faut analyser, son caractère exorbitant, cette exigence absolue qui revient à nier les limites de la condition humaine.

Cette demande trouve ses motifs dans la peur et l'exaspération d'individus qui se sont heurtés dans leur existence au dogmatisme scientiste brut. Ne connaissant des entreprises que le visage gestionnaire et le management technocratique ; n'ayant eu accès ni à l'esprit de recherche porté par l'imagination autant que par la raison, ni à l'esprit d'entreprise porté par le désir de faire et la ténacité. Il leur est bien difficile de porter un jugement valide sur leur réalité !

Les mêmes s'épouvantent devant les fanfaronnades de ceux qui croient pouvoir annoncer pour demain, au nom de la science et de la technologie, la perspective qu'ils jugent radieuse d'en finir avec l'humanité au profit de super robots.

Fascinés par le jeu des divers médias, happés dès leurs plus jeune âge par les écrans qui se multiplient désormais à la maison comme au bureau, nos contemporains ne trouvent pas dans ce qui leur est offert en guise de bonheur – la consommation, la forme physique et la prolongation de la vie – ce qui leur permettrait, hors de toute addiction, de vivre une vie vivable. L'homme ne peut pas vivre selon les critères de la plate utilité. Il lui faut « une raison de vivre », car vivre ne suffit pas. A un autre animal supérieur, cela suffirait sans doute ; à lui non. De même qu'il ne lui suffit pas d'avoir gagné quelques années d'espérance de vie ...

Les valeurs humaines ne se résument pas à des valeurs épistémologiques : dès lors qu'il s'agit de valeurs d'adhésion supportées par des normes, elles-mêmes entretenues par des institutions (juridiques, éthiques et politiques), il y a polarité entre les valeurs positives et négatives, le bien et le mal. On court le risque d'un jugement, d'un choix et d'un

conflit. Que nous le voulions ou non, le progrès des sciences ne saurait nous dicter une prise de parti en ces domaines.

Le progrès des sciences nous suggère que la culture humaine est mouvement, à l'occasion par retour critique sur ses propres principes. La politique n'est pas une science appliquée – et l'idée même de « science politique » mérite d'être interrogée. Telle qu'elle a été jusqu'à ce jour formulée et pratiquée, elle incarnerait plutôt un rêve d'irresponsabilité ! Quant à définir ce qui est progrès moral ou non – je ne parle pas de l'art – c'est bien vers une conception globale de l'être humain qu'il faut se tourner. Juger donc au risque de se tromper, en soumettant autant que possible son propre jugement à la libre appréciation de ses semblables.

Bibliographie

- LECOURT D., *Contre la peur* (1990), Paris, 2011.
– *Prométhée, Faust, Frankenstein : Fondements imaginaires de l'éthique* (1996), Paris, Livre de Poche, 1998.
– *La Philosophie des sciences* (2001), Paris, PUF, 2015.
– *Humain post-humain* (2003), Paris, PUF, 2011.
Politique de santé et principe de précaution, dir. A. Aurengo, D. Couturier, D. Lecourt, C. Sureau et M. Tubiana, Paris, PUF, 2011.